

«LA DROGUE» COMME SCIENCE MORALE ET POLITIQUE?

Fabrice Olivet, militant associatif, co-fondateur d'ASUD

La recherche scientifique se targue d'une sorte de position d'extra-territorialité en analysant de manière neutre et rationnelle des objets sociaux. Dans le domaine des addictions, elle a pourtant souvent échoué à s'extraire des représentations sociales et les a ainsi reproduites en abandonnant ses propres préceptes de rationalité. Le grand saut, celui où l'on reconnaît non seulement la réalité mais aussi les bienfaits des consommations de psychotropes, reste pour la majorité des scientifiques encore impossible. (NDLR)

«La drogue fait peur. Si peur que tout le monde déraisonne à son sujet: thérapeutes, politiques, juges, policiers». Ainsi s'exprimait le Dresse Annie Mino en 1996 dans un livre au titre parlant, «J'accuse ces mensonges qui tuent les drogués»¹.

Les «drogués» existent-ils? Oui si l'on se réfère à un avatar séculaire: «la drogue», qui reste l'expression favorite quand on évoque les addictions. Des dizaines de rapports institutionnels ont pourtant expliqué que, non, «la drogue» n'existe pas et les différences entre les substances psychoactives conditionnent leurs critères objectifs de dangerosité². Tout cela est balayé promptement dès lors qu'apparaît la figure de «drogué». Les scientifiques ont une responsabilité particulière dans le succès populaire de ce bouc émissaire puisque leurs premiers travaux se sont attachés à lui trouver un ancêtre particulièrement délétère: «le toxicomane». Son invention est à mettre au compte de la propagation des Lumières et il s'agit d'une première tentative de la science pour conceptualiser un phénomène émergeant qui se situe entre pharmacologie et sociabilité bourgeoise. Mais, à l'instar de la découverte de l'hérédité, détournée au profit du racisme scientifique, la figure du «toxicomane» a vite été grimée en prostituée, en «inverti», ou sous les traits de l'enseigne de Vaisseau Ullmo, juif, traître et opiomane³.

Dans les années 1960-1970, les efforts méritoires du Dr Olivenstein pour atténuer le stigmate du «toxicomane»

font eux aussi long feu. Certes, sa vulgarisation du triangle de Zinberg (drug, set and setting) en une «rencontre d'un individu, d'un produit et d'une histoire» constitue un progrès. Malheureusement, l'individu en question reste perçu comme une sorte d'ectoplasme livré aux caprices d'un produit qui garde toute sa charge maléfique, le tout emballé dans une histoire qui ne peut que mal finir puisqu'il n'y a «pas de drogués heureux», comme le proclame le titre de son bestseller⁴.

Avec l'arrivée de l'épidémie du Sida, il y a nécessité de redonner aux personnes utilisatrices de drogues une forme de responsabilité, au moins celle d'utiliser une seringue stérile. Cela pousse aussi les associations de réduction des risques à revenir à la traduction littérale de l'anglais drug user en «usager·ère de drogues», sans réaliser que cela signifie en fait un retour à la case départ. L'emploi du pluriel «drogues» n'y change pas grand-chose. Le signifiant reste écrasant dès qu'il est prononcé.

Les associations de personnes concernées, comme ASUD⁵ en France ou INPUD⁶ à l'international, resteront confidentielles sans réussir à devenir des acteurs politiques à part entière ou des lobbies de consommateur·trice·s comme il en existe pour l'alcool ou le cannabis. Contrairement à leurs modèles - les grandes associations de lutte contre le Sida des années 1980-90 - elles ne deviennent pas non plus des organisations de masse. L'usager·ère de drogues succède donc au «toxico», toujours coincé·e dans un tête-à-tête aliénant avec son produit. Cela reste une catégorie

Se vêtir de la panoplie de «l'addict·e» pour se dédouaner vis-à-vis de l'opinion publique

artificielle, fabriquée par un « politiquement correct » plein de bonnes intentions, et ne réussit pas à s'imposer dans le langage courant.

ADDICT·E·S ET ADDICTIONS

Christophe Dechavanne, célèbre animateur de télévision depuis les années 1980, a récemment annoncé son retrait du talk show traditionnel du samedi soir. Son crime ? Avoir été contrôlé positif à la cocaïne au volant de sa Porsche. Sa dernière apparition sur le petit écran fut pour déclarer « la drogue c'est de la merde », un vieux slogan remis au goût du jour par Gerald Darmanin, ancien ministre de l'intérieur et aujourd'hui garde des Sceaux (Ministre de la Justice). Le 17 octobre 2024, Andy Kerbrart, député de La France Insoumise est quant à lui pris en flagrant délit d'achat de 1,5g de 3MMC, une drogue de synthèse en vogue. En 2023, l'humoriste Pierre Palmade avait lui provoqué un accident grave après avoir pris le volant au sortir de 72 heures de « chemsex ». Le point commun de ces trois affaires réside dans la hâte des protagonistes à se vêtir de la panoplie de « l'addict·e » pour se



dédouaner vis-à-vis de l'opinion publique. « L'addict·e » est cette nouvelle figure promue notamment par les neurosciences. Elle partage avec « le·la toxicomane » l'absence structurelle de volonté face à l'usage des produits, mais n'a plus à craindre d'être enfermée dans le placard des seules drogues illicites puisque l'addiction va désormais bien au-delà. Elle devient aussi un alibi pour excuser les pires choix de vie, comme celui de prendre le volant alors que l'on est défoncé·e. Les trois

postures de soumission publique évoquées ci-dessus constituent alors des caractéristiques éminemment politiques de ces faits divers. L'addiction vise à s'affranchir du débat sociétal pour se référer à la seule science, alors qu'elle sert en même temps de bannière à tous les partisans de la répression. A la lutte contre la drogue succède celle contre les addictions, dans une proximité ambiguë entre forces de l'ordre et professionnel·le·s de ce champ.

LE RÔLE DES PROFESSIONNEL·LE·S

Dans le domaine des addictions, « un·e professionnel·le » désigne en général une personne qui n'est pas « un·e usager·ère de drogues ». Cette distinction a longtemps été une sorte de badge virtuel où l'on peut lire « moi, je n'en prends pas ». Cette hypocrisie participe à ces « mensonges qui tuent les drogués ». Quand le concept de « toxicomanie » est apparu périmé, les communications scientifiques sur les traitements de substitution ou sur les salles d'injection supervisées se sont multipliées. Les comportements d'usages ont commencé à être abordés selon le nouveau principe du non-jugement (non judgment).

Certes, les études se réclamant de l'ancienne école n'étaient pas nécessairement moralistes mais elles partaient du préalable de la nocivité tacite des fameux « toxiques ». À l'inverse, le non-jugement serait la garantie d'une forme d'objectivité scientifique dans le domaine des drogues. Ce saut qualitatif est indéniablement une étape importante dans la libération de la parole mais il génère aussi ses propres tabous. Combien de ces « professionnel·le·s » sont concerné·e·s dans leur vie privée par la consommation et se retrouvent contraints au silence par ce qui ressemble beaucoup à une injonction morale.

Implicitement, toute parole publique sur les politiques en matière de drogues perd toute légitimité si elle émane de personnes consommatrices. Ni la rigueur de la démonstration, ni la transparence des méthodes, ni la citation des sources ne peuvent garantir le sérieux d'un travail de recherche dès lors que son auteur·trice est soupçonné·e d'entretenir personnellement un lien avec « la drogue ». Les débats autour de l'homosexualité ont longtemps souffert des mêmes travers. La « Société des Amis de Noirs », premier cercle militant pour l'abolition

de l'esclavage à la fin du XVIIIe siècle, considérait qu'il était normal de ne se réunir qu'entre « Blancs » pour à peu près les mêmes raisons.

L'IMPOSSIBLE NEUTRALITÉ

François-Xavier Dudouet a montré que la prohibition peut aussi être vue comme le monopole coercitif des grandes firmes pharmaceutiques sur le commerce des drogues⁷. Quelques années plus tard Michelle Alexander a dépeint la guerre à la drogue en New Jim crow, une nouvelle forme de racisme d'Etat⁸. Il convient aussi de prendre au premier degré l'expression inventée par Richard Nixon et ses conseillers. La guerre à la drogue (War on drugs) est un exercice de propagande qui prétend s'appuyer sur le bon sens populaire, l'une des justifications du populisme. La drogue est associée à une déchéance morale qui vous prive de votre libre arbitre et nuit à votre santé, et tout le monde sait cela. Ces arguments sont validés conjointement par la vox populi, les addictologues et par la loi. Pour résister à un tel tsunami, la neutralité scientifique pèse peu. Le non-jugement peut alors être vu comme une tentative de se positionner entre deux belligérants dans une situation de conflit asymétrique. Or, le problème posé par l'asymétrie est justement que la neutralité peut apparaître comme une sorte de trahison, comme le prouvent de nombreux exemples historiques. En matière de drogues, le champ de bataille reste celui de l'opinion et pas juste celui du savoir.

POUR OU CONTRE LA DROGUE ?

L'action de consommer une substance psychoactive ne laisse en vérité personne indifférent. Tout le monde porte un jugement, conscient ou non, sur sa propre consommation, celle de ses enfants, de son ou sa partenaire, de ses collègues ou voisin·e·s. L'argument du savoir inhibe ainsi une partie du débat moral nécessaire en nous laissant penser que nos choix seront tranchés grâce à l'objectivité scientifique. Hier, les citoyen·ne·s se contrefichaient de la neurotoxicité de la MDMA, comme ils et elles sont aujourd'hui à peu près indifférents à son utilité en psychiatrie. Pourtant, ces deux arguments sont successivement invoqués pour ou contre l'interdiction

de l'ecstasy. Mais, le secret du succès de cette substance nous est livré dans le dernier livre du Professeur Carl Hart⁹: « C'est ma drogue favorite ... un pur bonheur... la montée est incroyablement agréable et douce... ».

Le champ de bataille reste celui de l'opinion et pas juste celui du savoir

Dans sa tentative de réconcilier les sciences avec ce qu'il faut bien se résoudre à appeler le militantisme pro drogues, Carl Hart a fait des émules. Jean Sébastien Fallu, docteur en psychologie et enseignant à l'université de Montréal, nous enjoint à généraliser le « dévoilement » des scientifiques qui en consomment. Ce n'est pas de la démagogie ou de l'exhibitionnisme, mais simplement une volonté d'étendre aux politiques en matière de drogues le principe d'intersectionnalité qui prétend retourner le « stigmate » en faisant de la discrimination une arme intellectuelle et morale.

Un autre problème laissé entier par la science est que, désormais, le parti du changement en matière de politiques drogues rassemble des gens qui ne sont d'accord sur rien d'autre. Le cinq novembre 2024, les électeurs de l'Etat de Floride se sont prononcés sur la légalisation du cannabis à des fins récréatives, une proposition soutenue par le candidat et futur président Donald Trump. La votation a échoué de peu à passer la barre imposée des 60%. Un succès

aurait fait de la Floride le 26e Etat des USA à autoriser les adultes à acheter et à consommer du cannabis pour leur plaisir. Pour expliquer cet échec, les critiques ont souligné le flou de la proposition sur les modalités de dispensation du produit et la perspective unique d'un business juteux. Comme pour la défunte Union Soviétique, la défaite de la prohibition risque de nous entraîner dans une glorification effrénée du marché. « Il n'y a pas de société sans drogues »¹⁰ disait la regrettée Nicole Maestracci. C'est une citation qu'il faudra désormais inverser: nous avons besoin des drogues pour faire société. Mais, pour échapper à la dictature de l'argent, après avoir subi celle de la police et des juges, nous avons le devoir d'aller au bout d'un débat périlleux sur la valeur morale de la consommation des substances.

Contact: fabrice.olivet@icloud.com